



Déclaration de la Commission exécutive confédérale

Montreuil, le 18 septembre 2013

Emploi, Salaire, Retraite et Protection Sociale : amplifions la mobilisation !

Réunie hier, la Commission exécutive confédérale a analysé la journée d'action du 10 septembre dernier et débattu des suites à donner.

L'appréciation de la CGT, contrairement à ce qui s'est traduit dans la plupart des médias, est que le niveau de mobilisation a été important, quelques jours après la rentrée. Il traduit une forte exaspération et des attentes dans un véritablement changement de politique parmi l'ensemble de la population.

Les organisations de jeunesse ont également été présentes, malgré les oppositions de générations, orchestrées par le Gouvernement et le MEDEF.

Ce 18 septembre, elles appellent à un rassemblement devant l'Élysée, à l'occasion de la présentation du projet de loi au Conseil des ministres.

La CGT salue et soutient cette initiative.

Le problème du financement de la protection sociale et de la dette publique, ce n'est pas le coût du travail comme le martèlent le Gouvernement et le Patronat.

Par exemple, aller vers une égalité de salaire entre les femmes et les hommes rapporterait 10 milliards d'euros supplémentaires dans les caisses de retraites, d'ici à 2020. De même, 1% de plus sur la masse salariale, c'est 2,5 milliards de cotisations supplémentaires pour la protection sociale.

Non, le travail n'est pas un coût, mais un atout.

Ceux sont les salariés qui créent les richesses du pays !

Le Gouvernement répondant aux injonctions du patronat choisit de lui faire de nouveaux cadeaux dans son projet en augmentant les exonérations de cotisations des entreprises et en proposant d'amputer le pouvoir d'achat des salariés et des retraités, au service de rentabilité financière. C'est la continuité des réformes précédentes et notamment celles de 2003 et 2010 qui ne sont pas remises en cause.

Ce n'est pas acceptable. Nous exigeons le retour à une retraite à 60 ans avec un taux de remplacement de 75% et des départs anticipés pour travaux pénibles.

Après avoir échangé avec ses organisations, la Commission exécutive confédérale considère qu'il y a besoin d'amplifier cette mobilisation sans attendre dans les entreprises, pour porter l'exigence de l'ouverture immédiate de négociations salariales, tant dans le public que dans le privé. Cela doit conduire le

Gouvernement à augmenter le point d'indice et le SMIC, les pensions et les minima sociaux, dès le 1^{er} octobre prochain.

Comme nouvelle étape du processus engagé, la CGT s'engage dans la construction d'une semaine d'action du 7 au 11 octobre 2013 à l'occasion de l'ouverture du débat parlementaire sur le projet de loi Retraite, avec la perspective d'une journée nationale unitaire et interprofessionnelle de grève et de manifestations. Elle mettra tout en œuvre au niveau national, professionnel et territorial pour que cette mobilisation soit la plus large possible.

Dans ce sens, nous proposerons rapidement à l'ensemble des autres organisations syndicales et de jeunesse, une rencontre afin de finaliser ce prochain rendez-vous d'action.

Ces prochains jours, elle invite les syndicats et les salariés à interpeller leurs députés sur le contenu de la réforme et les attentes sociales exprimées le 10 septembre et majoritairement soutenues dans les sondages. La CGT insiste également, pour que la question des retraites ne soit pas traitée uniquement par le biais des déficits publics. D'ailleurs, ces derniers sont essentiellement dus à la financiarisation à outrance. Pour le capital, la crise est finie. L'envolée du CAC 40 en est la démonstration puisqu'il retrouve son niveau record de 2007. Et on voudrait nous faire croire qu'il n'y a pas d'argent.

La question de l'emploi, des conditions de travail, des salaires, de la protection sociale et de la retraite doit être portée dans tous nos échanges et nos débats.

La CGT invite tous les syndicats à être à l'offensive avec les salariés en partant de leurs revendications.

D'ores et déjà, plusieurs initiatives d'actions sont prévues comme dans la Santé, les Cheminots et dans certains groupes de Métallurgie, de la Chimie, etc...

Plus que jamais, l'action à l'offensive est à l'ordre du jour.